

« Sarkozy Inc. » et « Valérix Pécres »
Entreprises de destruction massive des services publics et acquis sociaux
le cadeau empoisonné du « Grand Emprunt » !

Début septembre, lorsque la résistance contre le projet «Sarkozy Inc.» de régression sociale sur les retraites s'est développée, nous espérions « *changer de scénario... pour inverser la tendance !* ». Cette fin d'année, tout en sachant que ce mouvement salutaire est porteur d'avenir, force est de constater que la note est salée, sur les retraites, sur l'assurance maladie (avec les étrangers toujours dans le collimateur !), sur les services publics.

Du côté de la recherche publique, comme ailleurs, le chantier de démolition s'est accéléré ces derniers mois :

Un budget 2011, vache maigre pour les organismes de recherche

La recherche et l'enseignement supérieur sont ostensiblement mis en tête de gondole depuis 2007 : maintien proclamé de l'emploi public et budget affiché en hausse, avec des chiffres maquillés pour la cause ! ...

Cette rentrée, la couleuvre est si grosse que même de hauts fonctionnaires n'arrivent pas à l'avaler.

Alors que la masse salariale est insuffisante, les directions des EPST sont sommées, en coulisses, de tout faire afin de tenir la promesse ministérielle du maintien de l'emploi, en piochant s'il le faut dans les crédits de fonctionnement des laboratoires, déjà plus que contraints !

Pendant ce temps les (grandes) entreprises font leurs choux gras avec le Crédit Impôt Recherche, qui enfle d'année en année (triplé en 5 ans), et s'achètent à bas prix les services des laboratoires publics ! Bien entendu, l'ANR se porte toujours bien, et la précarité de mieux en mieux, merci.

Les Etats Généraux du Service Public, fin janvier 2011, seront l'occasion de se remobiliser sur les missions et les moyens nécessaires aux services publics, et notamment contre l'illusion du Grand Emprunt.

Grand Emprunt, avec Equipex, Labex, Idex : A+ ... et un avenir Rolex garanti !

Le ministère a lancé des appels d'offre dans le cadre de cet emprunt : une série de machins en « EX », Labex, Equipex et maintenant Idex... A rendre toute EXcellence ridicule !

Comme toujours, les délais de réponses pour ces appels d'offre étant particulièrement courts, nombre de directions de laboratoire A+ - « *parce qu'elles le valent bien* » - se sont jetées sur le gâteau des Labex et des Equipex, sans prendre le temps de la réflexion et sans même en discuter avec leur personnel. Au final, ce sera très simple : **on va donner encore plus de moyens à ceux qui en ont déjà le plus !**

Avec les Idex, ce sont des sites entiers qui sont mis en concurrence, à condition qu'ils mettent en œuvre une « gouvernance renouvelée » (sic !), entendez : avec plus de participation des pouvoirs économiques locaux et au travers de partenariats public-privé.

Même le très zélé Président de Paris VI ne s'y retrouve plus : le fondateur de la « CURIF », *Coordination des Universités de Recherche Intensive Françaises* du Fric (plutôt !), trouve trop bureaucratique et compliquée la procédure pour aller à la soupe¹. **La bataille est bien lancée pour décrocher le gros lot (7.7 Mds d'€ à se partager entre 5 ou 6 pôles tout au plus).**

De leur côté les directions EPST semblent rester dans une position attentiste, mais au travers d'accords-cadres avec la CPU (Conférence de Présidents d'Université), elles s'engagent à soutenir les politiques de site définies par les universités, lesquelles, à travers la convention qui vient d'être signée entre la CPU et le MEDEF, s'engagent à « *répondre aux besoins des entreprises* »... La boucle est bouclée !

Et tout ce beau monde s'attelle au pharaonique projet présidentiel du plateau de Saclay, « sarkophage » bétonné pour les générations futures.



¹ Dépêche AEF n°139556 du 22 octobre 2010

Il s'agit de nous emmener toujours plus loin dans la voie ouverte par le Pacte pour la Recherche et la LRU !... De premières manifestations de résistance se sont (enfin !) concrétisées parmi les "décideurs" ces dernières semaines : la Présidente de l'Université de Montpellier 3 a jeté l'éponge, refusant que le secteur des sciences humaines et sociales soit sacrifié sur l'hôtel de la rentabilité à court terme. Le conseil scientifique du CNRS a émis, à la quasi-unanimité, un avis stigmatisant tant la méthode que les objectifs de ce nouveau dispositif.

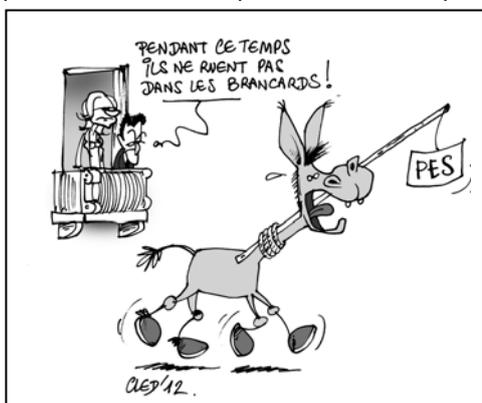
DANS CES EX, POINT DE FUTUR ! BLOQUONS LEUR MISE EN OEUVRE !

Les chercheurs auraient-ils de « l'appétit » pour la PES comme l'affirme V. Péresse² ?

Dans la même logique (hors de leurs critères d'Exzèlence, point de salut), nous avons déjà la PES, prime pour quelques élu-es en lieu et place d'avancées collectives. **La résistance de terrain, qui court depuis plus d'un an contre cette PESté dépasse les prévisions, quoiqu'en dise ces... « Excellences » ! :**

Seulement 18 % de chercheurs candidats au CNRS, 16 % à l'INRA, 10% à l'Inserm, 19 % à l'INRIA, 6 % au Cemagref et... 2 % à l'IRD, ces non-candidatures étant motivées dans de multiples lettres de refus de la PES, notamment au Cemagref (signées par 84 % des chercheurs) et à l'INRA... **Comme Madame Péresse refuse de voir la vérité en face, continuons à lui faire parvenir des lettres et motions de refus.**

Ces lettres peuvent-être individuelles (lettres-type sur notre site) ou bien collectives à l'échelle d'une équipe, d'un labo, d'un centre... L'intersyndicale de l'INRA a, de son côté, proposée des initiatives portées par tous les personnels. Il est important d'en faire part aux syndicats, et le site de SLR continue de recenser les refus....



Au CNRS, certaines instances d'évaluation où siègent des élus semblent baisser la garde en expliquant maintenant vouloir avoir la main sur l'attribution de cette PES. **Ce qui constituerait, de leur part, d'une remise en cause de l'opposition de fond manifestée à la fois par leurs mandants et par tous les syndicats.** Pour tous les collègues, c'est une raison supplémentaire de continuer à affirmer leur détermination à se battre contre tous les dispositifs de « rémunération à la performance » (PES, PIC, PFR...).

Pour rendre attractifs les métiers de la recherche, 2 urgences :

- L'amélioration collective des salaires et des carrières,
- De nouveaux emplois de titulaires, contre la précarité !

Pour inverser la tendance, nous devons frapper encore plus fort !

La mobilisation de cette rentrée a permis de montrer que c'était possible pour peu que les salariés s'organisent et se préparent à tenir des grèves et actions capables de bloquer le système dans la durée (par exemple en mettant en place des caisses de solidarité, ouvertes à tous, comme nous en avons lancé).

Vous pouvez compter sur les syndicats de SOLIDAIRES pour s'inscrire dans cette perspective. Nous avons la même volonté d'en découdre au sein de la recherche publique, alors même que la ministre s'est fendue d'un « d'ici 2012, j'aurai réparé les dégâts de Mai 1968 »³.

Au calendrier de la mobilisation, ce mois de décembre :

Jeudi 9 : STOP la précarité : appel à des rassemblements Fonction Publique le 9 décembre, midi au Trocadéro pour Paris - Soutien aux luttes en cours dans le secteur de l'Enseignement-Supérieur & Recherche : <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article959>

Mardi 14 : Résistance au Grand Emprunt : dans le prolongement du communiqué unitaire du 22 novembre, une AG ouverte à tous, avec les représentants du personnel dans les instances nationales, est programmée au CNRS le 14 Décembre de 10h30 à 12 H (lire aussi le communiqué « sur les tripatouillages » au parlement) : <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article957>

Mercredi 15 : mobilisation unitaire européenne contre les politiques de rigueur sociale. <http://www.solidaires.org/article34104.html>

² http://media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/Budget_2011/54/2/Presentation_budget_2011-document-integral_155542.pdf

³ Les échos – 29/09/10